

Julien Thierry (au centre) – le fondateur d'Eclypsis, start-up lancée à Ashford en 2012 – et deux de ses salariés.

ANDREW TESTA POUR L'ÉMONDE

Reportage

Ashford (Royaume-Uni)

Envoyée spéciale

Depuis sept ans, deux fois par jour, Fabien Henissart change de pays, traverse la mer et décale sa montre d'une heure, dans un sens puis dans l'autre. « *Question d'habitude* », sourit ce Boulonnais de 40 ans. Chaque matin, il saute dans sa voiture, prend quelques collègues au passage et file vers le tunnel sous la Manche. Ensemble, ils empruntent la Shuttle et, trente-cinq minutes plus tard, rejoignent Ashford, première ville britannique à la sortie du tunnel.

C'est là que se trouve SBE-UK, la société d'électronique qui les emploie. « *Porte à porte, c'est une heure trente de trajet : pas plus que si je devais me rendre à mon travail en région parisienne* », assure Fabien, responsable technique. S'il gagne une heure à l'aller, il en perd une au retour, et rentre rarement chez lui avant 20 heures. Mais pour rien au monde il ne changerait de vie. « *Au Royaume-Uni, l'ambiance est beaucoup plus cosmopolite et joyeuse qu'en France*, dit-il. *Et surtout, il y a plus de jobs*. » C'est peu dire. D'après les chiffres publiés en France mercredi 27 août par le ministère du travail, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) a augmenté de 0,8 % en juillet, pour atteindre 3,424 millions de personnes. Le taux de chômage s'établit à 10,2 % de la population active, contre 7,5 % avant la crise. Outre-manche, où l'économie a redémarré plus vigoureusement qu'en zone euro, le taux de demandeurs d'emploi est tombé à 6,4 % en juin.

Le contraste est encore plus saisissant entre le Nord-Pas-de-Calais et le Kent, deux régions séparées par le seul bras de la Manche et distantes d'une trentaine de kilomètres. Côté hexagonal, le taux de chômage grimpe à 13 %, voire 17 % à Calais ou à Lens-Hénin. Du côté d'Ashford, il est d'à peine plus de 5 %. Quant au produit intérieur brut (PIB) du Kent, il a crû de 3,3 % sur un an au premier trimestre, soit plus que sur l'ensemble du Royaume-Uni (3,2 %), quand en France la croissance s'établissait à moins de 0,5 % sur la même période.

Combien de Pas-de-Calaisiens, comme Fabien Henissart et ses collègues, franchissent tous les jours la Manche pour aller profiter du dynamisme d'Ashford ? Difficile à dire, car aucune statistique n'existe sur le sujet. « *Ils sont moins que ce que l'on raconte, et surtout moins que ce que la fosse économique entre les deux régions pourrait laisser croire* », dit Jo James, directrice de la chambre de commerce du Kent. D'abord, parce que le trajet n'est pas bon marché : l'aller simple en Shuttle coûte 35 euros, au minimum, et c'est au moins le même prix pour le ferry.

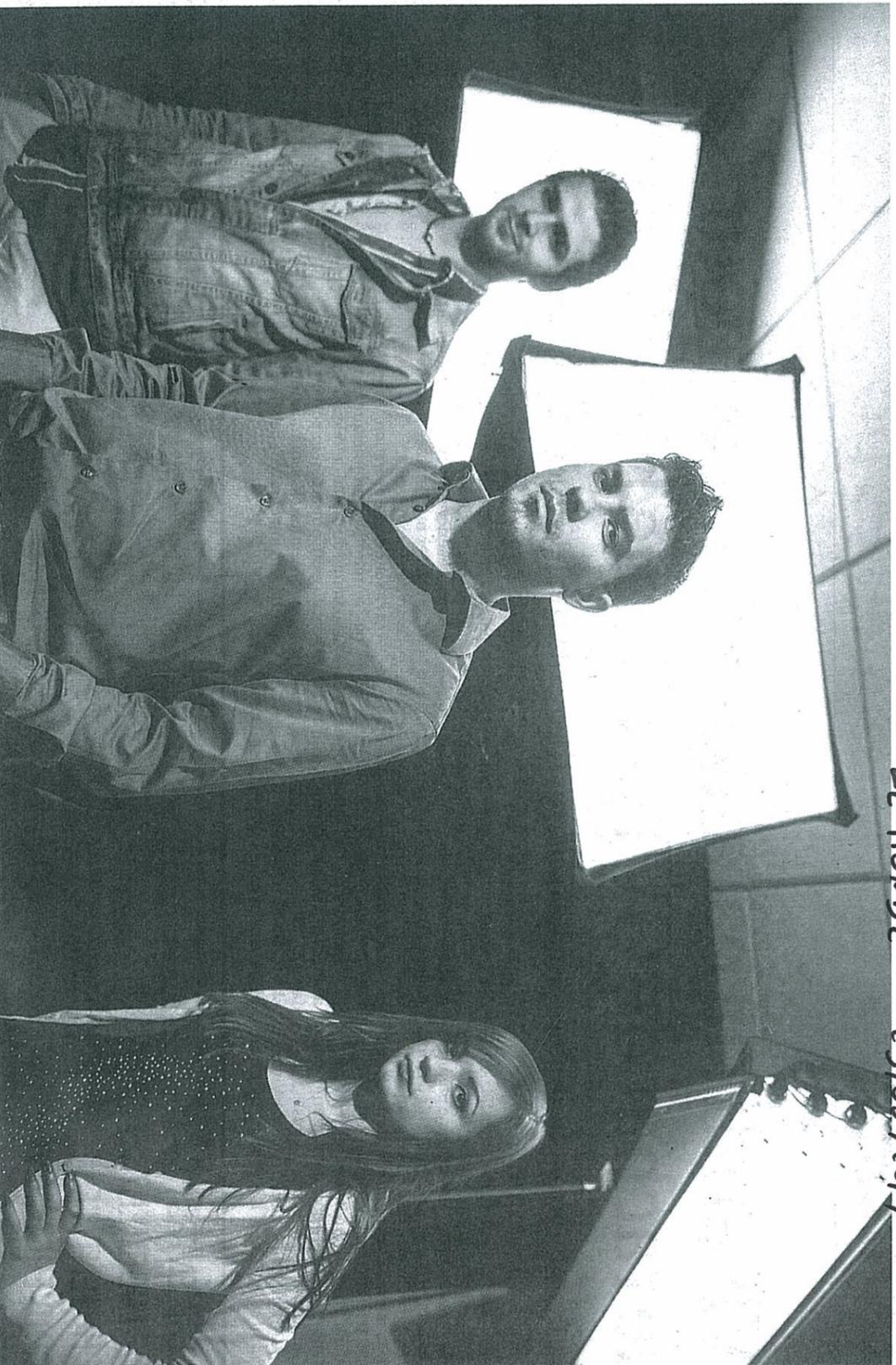
Surtout, si l'Eurostar franchit quotidiennement le tunnel, rares sont les trains qui desservent à la fois les gares de Calais-Fréthun et d'Ashford. Le tout, pour une centaine d'euros. « *Tant de Calaisiens pourraient aller travailler la-bas s'il y avait des navettes quotidiennes* », regrette d'ailleurs Thaddée Segard, président de l'association Opale Link, qui milite pour le rapprochement entre le Kent et la Côte d'Opale.

Son rêve : la création d'un métro transmanche, qui utiliserait les mêmes voies que l'Eurostar mais offrirait des trajets à bas coût. Cette solution, selon lui, permettrait de réduire le fort taux de chômage dont souffre sa région.

« *Sur le papier, l'idée est séduisante* », estime le directeur des ressources humaines d'un groupe du Kent. « *Mais cela ne résoudrait pas les problèmes structurels du Nord-Pas-de-Calais, comme le manque de qualifications des candidats*. »

Il y a pourtant bien une communauté française à Ashford. Il suffit de se promener dans les rues du centre-ville, aux petites maisons basses et colorées, pour s'en rendre compte. Au supermarché Tesco à la terrasse du Starbucks, dans les pubs, on entend parler la langue de Molière.

La plupart des Français du coin sont des cadres, souvent venus d'Île-de-France ou de la région Rhône-Alpes : ils ont emménagé dans la ville ou occupent les cottages alentour. C'est le cas de Bruno Gosset, qui s'est installé il y a peu dans une maison



Les petits Frenchies d'Ashford

Des expatriés se sont installés dans cette ville du Kent pour profiter du dynamisme anglais

LE PREMIER AVANTAGE

D'ASHFORD ? SA SITUATION, À 1 H 50 DE PARIS ET À 35 MINUTES DE LONDRES

ici une qualité de vie inimaginable à Paris ou à Londres », explique ce directeur de la recherche et du développement chez Sanité Verte, un spécialiste des compléments alimentaires. Sa société, lancée en 1998, est l'une des nombreuses entreprises créées à Ashford par des Français.

« *Il y a vingt ans, après l'ouverture du tunnel sous la Manche, nous avons vu débarquer une vague d'entrepreneurs venus du continent et désireux de profiter des taxes moins élevées* », se rappelle Jo James. Il est vrai que la fiscalité britannique a de quoi séduire. L'impôt sur les sociétés présente un taux de 20 % à 28 %, contre 33,3 % en France ; celui des cotisations patronales s'établit à 13,8 %, contre près de 50 % de ce côté-ci de la Manche. Quant au marché du travail, il est beaucoup plus flexible au Royaume-Uni.

« *C'est ce qui m'a convaincu de délocaliser mon entreprise à Ashford, en 1996* », témoigne Olivier Cadic. À l'époque, il était à la tête d'une société d'électronique, Info Elec. Également élu de l'Union des démocrates indépendants (UDI) à l'Assemblée des Français de l'étranger, ce pourfendeur des lourdeurs fiscales et bureaucratiques françaises ne cesse de vanter les vertus du modèle britannique. « *Les impôts trop lourds ruinent la compétitivité des PME tricolores* », assure-t-il.

Aujourd'hui, pourtant, l'exil « 100 % fiscal » des entrepreneurs français a vécu. « *Ceux qui sont venus à Ashford pour cette seule raison se sont cassé les dents* », commente Jo James. « *Sans un solide modèle économique, cela n'a aucun intérêt*, confirme Olivier Morel, avocat spécialiste en droit des affaires au cabinet britannique

Cripps. *Ashford n'est un eldorado que pour ceux qui en font un atout stratégique*. » De fait, si les patrons français vantent la faible fiscalité britannique, le premier avantage d'Ashford est selon eux sa position géographique – à 1 h 50 de Paris et à 35 minutes de Londres.

« *Nous pouvons hiver dans toute la France en 48 heures ; nous ne faisons pas mieux depuis Marseille ou Lyon* », commente M. Gosset. Chaque matin, deux camions quittent ses entrepôts vers le Shuttle. « *Sur tout, dici, nous avons pu nous implanter sur le marché britannique, très fermé ; depuis le continent, cela aurait été impossible*, assure Delphine Vernhes, la directrice export de Santé Verte.

ême argument du côté de SBE. En 1998, cette PME de Boulogne-sur-Mer, spécialiste du service en téléphonie mobile, a lancé une filiale britannique, SBE-UK, pour suivre l'un de ses clients, Motorola.

« *Nous avons appris l'inventivité et la réactivité à l'angle-saxonne qui nous permis de conquérir de nouveaux clients dans le pays, puis à l'international* », commente Hervé Besème, le directeur général. Aujourd'hui, SBE est implantée en Pologne, en Belgique, au Canada, et travaille pour HTC, Sony, LG ou encore Samsung.

Julien Thierry, 28 ans, a pour sa part lancé il y a deux ans la start-up Eclypsis, une WebTV spécialisée des jeux vidéo en ligne et des services associés. Il a misé sur la proximité avec Paris et Londres. L'entreprise s'est installée au dixième étage de l'International House, la tour qui fait face à la gare d'Ashford.

L'hôpital de Calais rêve d'attirer des patients britanniques

Quand il songe au tunnel sous la Manche, Martin Treleat, le directeur du centre hospitalier de Calais (Pas-de-Calais), se prend à rêver : « *Des centaines de Britanniques viennent tous les jours, en train ou en ferry, faire leurs courses dans notre région pour profiter de prix moins chers*, dit-il. *Pourquoi ne viendraient-ils pas aussi se faire soigner chez nous ?* »

Dans les faits, chaque mois, une dizaine de résidents du Kent, région située sur l'autre rive de la Manche, fréquentent l'hôpital calaisien. Une alternative attrayante de 2011 tran-

sement, récemment rénové, pourrait tourner à plein régime... « *L'hôpital de Calais redoute d'être un peu surdimensionné par rapport à la population locale* », confie un médecin.

Offres groupées

M. Treleat songe même à monter, avec les commerçants et les entrepreneurs des environs, des offres groupées pour les malades et leurs proches, incluant des nuits d'hôtel et des visites touristiques. « *Cela nous permettrait de construire une véritable offre médicale transfronta-*

DANS LES RUES DU CENTRE-VILLE COMME DANS LES PUBS, ON ENTEND PARLER LA LANGUE DE MOLIÈRE

En 1998, cette PME de Boulogne-sur-Mer, spécialiste du service en téléphonie mobile, a lancé une filiale britannique, SBE-UK, pour suivre l'un de ses clients, Motorola. « *Nous avons appris l'inventivité et la réactivité à l'angle-saxonne qui nous permis de conquérir de nouveaux clients dans le pays, puis à l'international* », commente Hervé Besème, le directeur général. Aujourd'hui, SBE est implantée en Pologne, en Belgique, au Canada, et travaille pour HTC, Sony, LG ou encore Samsung.

Julien Thierry, 28 ans, a pour sa part lancé il y a deux ans la start-up Eclypsis, une WebTV spécialisée des jeux vidéo en ligne et des services associés. Il a misé sur la proximité avec Paris et Londres. L'entreprise s'est installée au dixième étage de l'International House, la tour qui fait face à la gare d'Ashford.

ême argument du côté de SBE. En 1998, cette PME de Boulogne-sur-Mer, spécialiste du service en téléphonie mobile, a lancé une filiale britannique, SBE-UK, pour suivre l'un de ses clients, Motorola. « *Nous avons appris l'inventivité et la réactivité à l'angle-saxonne qui nous permis de conquérir de nouveaux clients dans le pays, puis à l'international* », commente Hervé Besème, le directeur général. Aujourd'hui, SBE est implantée en Pologne, en Belgique, au Canada, et travaille pour HTC, Sony, LG ou encore Samsung.

entre les établissements d'Hison [Aisnel] et de Chimay en Belgique », avance le directeur.

Pour attirer ces patients, l'hôpital de Calais voudrait apparaître dans la « carte » du NHS, afin que les médecins traitants du Kent, pas toujours au courant, soient informés de son existence. Mais, pour qu'un tel référencement soit possible, l'accord des autorités de santé britanniques est nécessaire. Interrogées sur le sujet, elles se contentent de renvoyer aux réglementations européennes déjà en vigueur. ■

MARIE CHARREL